

Discours de M. Hervé MORIN
Ministre de la Défense

Monsieur le Président,
Monsieur le Chef d'état-major des armées,
Mesdames et Messieurs,
Mes chers amis,

Je suis très heureux d'ouvrir ce prestigieux colloque, qui intervient à un moment particulièrement opportun, quelques mois après la fin de la Présidence française de l'Union européenne qui m'a valu de faire, pendant un an, la tournée des capitales européennes pour défendre notre conception – il s'agissait, je le rappelle, de l'une des quatre priorités de la Présidence française. Moment opportun également puisque nous sommes à la veille du sommet de Strasbourg-Kehl, qui aura lieu les 3 et 4 avril prochains.

Mesdames et Messieurs vous le savez, la mondialisation, le développement de l'Asie, mais aussi celui des relations sud-sud, l'arrivée de nouveaux prétendants sur la scène internationale, les attentes toujours plus vives à l'égard de l'élargissement du Conseil de sécurité des Nations Unies ont bouleversé le monde bipolaire qui avait présidé à la naissance de l'OTAN en 1949, et aux prémises de l'Union européenne. La Guerre froide et la logique des blocs sont terminées, et notre époque est bien celle des puissances relatives, et elle nous invite à prendre conscience que derrière la confusion, nous avons des intérêts de sécurité communs.

A cet égard, la crise financière que nous vivons actuellement est un nouveau révélateur des interdépendances et des fragilités de chacun. Aucun pays dans le monde n'est à l'abri des conséquences économiques et sociales, et donc politiques de cette crise durable. Et nul ne peut désormais penser que le monde de demain sera identique à celui d'hier, ni même à celui d'aujourd'hui.

Depuis un demi-siècle, alors que nous célébrons cette année le vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin, les Européens, forts d'une histoire tragique, savent désormais la nécessité d'une coopération entre les Etats. Voici le modèle que l'Europe peut aujourd'hui proposer au monde pour, contrairement à ce que l'on dit souvent, non pas seulement le défendre, mais le proposer comme modèle alternatif au monde de compétition entre les Etats dans lequel nous sommes.

Nous avons su construire un système où nous avons privilégié le partenariat à la rivalité stérile ; l'interdépendance assumée plutôt que les aventures isolées ; le respect de l'autre plutôt que l'unilatéralisme ; la coopération entre les Etats plutôt que la compétition entre les Etats. C'est cela que les Européens ont su construire depuis 1995, que seuls les Européens ont su bâtir dans l'architecture mondiale. Et nous avons été les seuls à bâtir un système qui pourrait inspirer le monde. Un système de coopération, une école de paix et de stabilité, où l'Etat de droit prime sur le rapport de force ; où l'on fait appel à un système juridique pour régler ses différends plutôt que de se faire justice soi-même.

L'immense espoir qu'a suscité l'élection de Barack Obama voit se dresser, pour l'Amérique mais aussi pour l'Europe, l'occasion de reconstruire l'ordre mondial en coopération avec le reste du monde, dans un esprit de responsabilité partagée. Car dans ce contexte troublé, l'Europe et les Etats-Unis ont un rôle essentiel à jouer. Mais ils ne pourront le jouer qu'à la condition d'être unis et forts, respectueux des valeurs qui fondent notre système. Et nous avons besoin d'un partenariat transatlantique rénové, entre une ■■■

■■■ Amérique ouverte aux autres et une Europe qui se renforce.

La construction européenne et l'Alliance atlantique ont été, au cours du dernier demi-siècle, les deux piliers d'une ambition pour les Européens. Celle d'établir un cadre de sécurité collective susceptible d'assurer la prospérité et la stabilité du continent. L'Union européenne comme l'OTAN sont des pôles de stabilité et de sécurité uniques au monde. Les demandes pressantes de ceux qui veulent y adhérer en sont les meilleures preuves.

Mais à côté de ces succès remarquables, il y a eu des échecs, ne nous voilons pas la face. J'en veux pour preuve le conflit des Balkans, qui au cœur du continent a agi en révélateur si cruel des insuffisances des Européens. En révélateur ô combien tardif de l'assoupissement des nations européennes qui oubliaient leur obligation de prendre en charge leur défense pour se reposer sur l'engagement fort de l'allié américain. En 1962, John Fitzgerald Kennedy avait proposé une Alliance reposant sur deux piliers. Disons-le tout net : les conditions d'une telle situation n'ont jamais été réunies jusqu'à présent. Voilà l'enjeu des futures décennies : travailler à ce qu'elles le soient aujourd'hui et demain.

A l'inverse de cette Europe endormie, la crise géorgienne nous a montré l'été dernier que l'Union européenne était capable d'enrayer la spirale de la violence. Ce qui s'est passé avec la Géorgie, ce qui se passe actuellement avec la piraterie dans le Golfe d'Aden et la mise en place de la première opération navale de l'Union européenne, tout cela témoigne de la révolution silencieuse mais bien réelle de la montée en puissance de l'Europe de la défense.

Il y a vingt ans, l'Europe de la défense était un tabou. On parlait de l'UEO, bras armé de la Politique étrangère et de sécurité commune ; plus personne ne sait ce qu'est l'UEO. Il y a dix ans ou presque, c'était un concept purement intellectuel, souvent objet de railleries, et même objet de méfiance pour ceux qui y voyaient une source de nuisance ou d'affaiblissement de l'Alliance atlantique et de notre système de sécurité collective. Aujourd'hui, l'Europe de la défense devient une réalité.

En 1998, alors qu'était publiée la déclaration franco-britannique de Saint-Malo, qui eut pensé que l'Europe, dix ans plus tard, aurait lancé quinze opérations civiles, six opérations militaires sur des théâtres aussi différents que la Bosnie, le Golfe d'Aden, le cœur de l'Afrique, l'Indonésie ou la Caucase ? Qui eut pensé voir une opération EUFOR Tchad, au plus profond du désert tchadien, regroupant des Irlandais, des Suédois, des Polonais, des Danois, dont certains ne sont pas membres de l'Alliance atlantique, tout cela afin de garantir la sécurité des réfugiés du Darfour ? Personne ne pouvait imaginer cela en 1998.

Certes, il est difficile pour nous de générer des forces, c'est toute la problématique des politiques de défense des pays européens ; certes, il y a des manques dans nos capacités, mais le fait est aujourd'hui incontestable : l'Europe de la défense devient une réalité. Et quel plus beau message de la construction d'une Europe de la défense et d'une nouvelle page de l'histoire européenne que le fait d'accueillir, dans le cadre de la Brigade franco-allemande, des forces allemandes sur le territoire national ?

Cette Europe de la défense est pour nous une priorité. Une priorité militaire, mais également une priorité politique, car les Européens doivent avoir les moyens d'agir par eux-mêmes, se construire une capacité militaire autonome. Et que pourrait être une puissance économique qui n'aurait pas les moyens militaires de mettre en œuvre ses choix politiques ? Récemment, lors de la conférence sur la sécurité de Munich, le président de la République a parfaitement rappelé en ces termes le choix qui s'offre au vieux continent : « l'Europe veut-elle la paix ou veut-elle juste qu'on la laisse en paix ? »

A cette question, la France souhaite apporter une réponse claire : oui, nous voulons que l'Europe joue son rôle dans la paix mondiale. Oui, nous voulons que la France soit pleinement adulte et qu'elle prenne toutes ses responsabilités. C'est pourquoi, pendant la Présidence française, nous avons mis en place les axes d'une politique de défense cohérente ; c'est pourquoi, avec nos partenaires, nous nous sommes accordés pour relancer l'Europe de la défense, en nous appuyant non pas sur d'infinis débats idéologiques, sur des concepts et des organisations, mais sur des chantiers ■■■

■ ■ ■ concrets et pragmatiques. C'est bien cela, notamment, que nous reprochaient nos partenaires européens, c'est de ne pas être dans le concret et le pragmatique.

Permettez-moi de vous citer quelques-unes des avancées. Renforcer l'information et le renseignement spatiaux. Nous développerons ensemble la nouvelle génération de satellites d'information. Et même les Polonais ont décidé de s'associer à ce programme, ce qui est une évolution importante de la perception que peuvent avoir les pays d'Europe centrale et orientale de l'Europe de la défense. C'est le programme Musis. Ils nous fourniront aussi, au Centre satellitaire de l'Union européenne, des images de nos satellites : Helios II pour la France, Cosmo-SkyMed pour l'Italie, et SAR-Lupe pour l'Allemagne. Et nous ferons en sorte que ce soit l'Agence européenne de défense qui fasse la recherche et le développement de la section du segment sol.

Deuxième exemple : l'amélioration de la projection des forces en opération. Nous avons posé – et cela n'est pas rien – les bases pour une flotte aérienne de transport stratégique et pour un groupe aéronaval européen. Nous allons également moderniser nos flottes d'hélicoptères et former leurs équipages européens pour pouvoir déployer davantage d'appareils en opérations. Nous allons ensuite accroître les forces et les moyens. Nous avons décidé de développer un nouveau programme de déminage maritime et de mettre en œuvre et en réseau nos systèmes militaires dans le domaine de la surveillance maritime. Les Européens auront dans quelques années, même si c'est une architecture compliquée, un réseau de surveillance maritime en temps réel de la mer Baltique à la mer Méditerranée. Nous travaillons aussi à coordonner nos moyens militaires pour les opérations d'évacuation des ressortissants en cas de crise.

Enfin, troisième exemple des réussites de la Présidence française : agir ensemble en développant l'interopérabilité des forces et l'idée d'une conscience européenne. C'est tout l'enjeu du projet de l'Erasmus militaire que nous avons soutenu pour que des jeunes officiers des vingt-sept pays de l'Union européenne puissent effectuer une partie de leur formation ailleurs que dans leur école d'origine. Et cela permettra de mettre en place une culture militaire commune.

Nous avons, de plus, souhaité élever le niveau de nos ambitions pour nos opérations, et nous avons décidé de restructurer nos industries de défense pour constituer des groupes mondiaux et des centres d'excellence européens. Pour cela, nous avons décidé de développer en Europe les capacités clefs pour favoriser les échanges, l'investissement dans la recherche et les synergies entre technologies civiles militaires. J'étais la semaine dernière avec le président de la République dans le cadre du Conseil franco-italien : nous allons travailler ensemble sur toute une série de sujets, entre les entreprises françaises et Finmeccanica. Notre action, vous l'aurez compris, vise à préparer dès à présent au niveau européen les réponses technologiques aux besoins opérationnels de demain. Ces engagements sont fidèles à notre démarche : construire l'Europe des projets, l'Europe concrète plutôt que de débattre sans fin et sans avancer.

Cette relance concrète de l'Europe de la défense n'est pas concurrente, mais bien complémentaire de la rénovation de l'Alliance. En rappelant le 27 août 2007 que l'OTAN et l'Europe de la défense constituaient les deux piliers de notre sécurité, le président de la République a souligné un fait fondamental. Et le sommet de Strasbourg-Kehl sera le premier de l'Alliance à se tenir en France.

Trop longtemps, quand la France parlait de l'Europe de la défense, elle était soupçonnée de vouloir affaiblir l'OTAN. Et aussi longtemps que l'Europe de la défense que nous proposons pouvait être perçue comme un facteur d'affaiblissement de l'OTAN, elle ne pouvait pas avancer. Il n'y a que nous qui pouvons penser que les Européens seraient en mesure de troquer l'Alliance atlantique contre l'Europe de la défense. Les Européens savent que l'Alliance atlantique, depuis 1949, assure leur sécurité. Et ils veulent que les deux démarches soient parallèles et complémentaires : construire la défense européenne et une capacité militaire autonome, tout en préservant ce cadre qui assure la sécurité collective du continent européen qu'est l'Alliance atlantique.

Et la France a pris depuis plus de dix ans une place croissante dans l'OTAN, souvent sans le dire, sans qu'il y ait le moindre débat, et par les majorités successives. Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, nous avons ■ ■ ■

■■■ réintégré le Comité militaire. Nous participons à la génération de forces de la Force de réserve stratégique de l'Alliance atlantique depuis 2001. Nous participons à la NRF, la Force de réaction rapide de l'OTAN, depuis 2003. Nous avons fait certifier tous nos états-majors. Nous avons réinséré plus de cent vingt militaires dans les structures de l'OTAN. Tout cela s'est fait à bas bruit, mais montre que nous avons sans le dire compris que la démarche de la défense européenne nous imposait d'être aussi plus présents au sein de l'Alliance atlantique. Et la France est l'un des premiers contributeurs de l'Alliance : nous en sommes le quatrième contributeur financier et en termes de moyens. Nous participons aux opérations de l'OTAN, tant aux Balkans qu'en Afghanistan, et il nous arrive même de les commander. Pas un Français ne sait que nous avons commandé la FIAS en Afghanistan, avec le général Py en 2004 – 2005. Et l'incompréhension demeure : pourquoi la France restait-elle et resterait-elle à l'écart de ces structures ?

La conviction du président de la République, qui est aussi la mienne, est que la France peut rénover ses relations avec l'OTAN en étant un allié indépendant et un partenaire libre des Etats-Unis. J'entendais ce matin sur une radio le fait que, si nous étions dans le commandement intégré, cela remettrait en cause notre indépendance : il s'agit là soit de mauvaise foi, soit d'incompétence. Quand j'entends dire, sur cette même radio, que si nous avons été dans le commandement intégré, nous aurions participé à l'opération en Irak en 2003, c'est une contrevérité totale : allez expliquer cela aux Allemands, qui sont pourtant atlantistes, et à qui on ne peut pas reprocher de ne pas être des partenaires majeurs de l'Alliance atlantique. Les Allemands sont bien dans le commandement intégré, et cela ne les a pas empêchés de s'opposer aux Etats-Unis en 2003 sur le thème de l'Irak.

Tout le monde sait bien, et l'Afghanistan en est la meilleure preuve, que cette indépendance-là n'est pas remise en cause, que nous décidons de participer ou non à une opération militaire. Prenons un exemple : les réserves opérationnelles, les fameux CAVEAT dont nous nous plaignons régulièrement, sont bien la preuve que chaque pays décide d'engager

ses forces dans des conditions qu'il détermine seul.

Autre exemple : le Kosovo. La Grèce est bien membre de l'Alliance atlantique, elle fait partie du commandement intégré, et pourtant elle ne participe pas à l'opération au Kosovo. Qui peut oser affirmer que participer et être dans le commandement intégré de l'OTAN impose de participer aux opérations, alors que c'est faux ? Que cela impose tel ou tel équipement, ou décision sur le format des armées ? Il s'agit-là de l'OTAN de 1966, mais pas de l'OTAN de 2009. Nous décidons de participer ou non, avec le niveau de forces que nous voulons et nous décidons de nous équiper en fonction de choix nationaux. C'est cela, l'Alliance atlantique de 2009.

Cette perspective suscite naturellement des attentes : celle d'une OTAN qui fasse plus de place à l'Europe et qui accélère sa transformation. Cette rénovation de la relation de la France avec l'OTAN se fera au bénéfice de l'Alliance, mais aussi au bénéfice de l'Europe et au bénéfice de la France. Elle se fera sans remettre en cause l'indépendance de la France, car vous le savez bien, l'OTAN de 2009 n'est pas celle de 1966. Si l'Alliance a beaucoup évolué depuis sa création, ce qui ne change pas, c'est le pacte fondamental qui nous unit depuis le traité de Washington : la sécurité des Alliés est indivisible. Ce pacte lie l'Europe et l'Amérique, et il engage aussi la France depuis 1949. Mais il est aussi une expression de l'alliance des Européens entre eux.

Le traité de Lisbonne, dont nous espérons qu'il entrera bientôt en vigueur, y fait expressément référence à l'article 42, alinéa 7 : « Au cas où un Etat membre ferait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres Etats membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies.

Cela n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains Etats membres. Les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord qui reste, pour les Etats qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre. » ■■■

■ ■ ■ Les Européens eux-mêmes, à travers le traité de Lisbonne, ont affirmé qu'il y avait bien une complémentarité entre la construction de la défense européenne et l'Alliance atlantique.

Qu'attendons-nous du sommet du soixantième anniversaire ? Qu'il vienne réaffirmer cet engagement solennel de la nécessité de l'Europe de la défense. Qu'il soit l'occasion de nous tourner vers l'avenir et de réfléchir à l'Alliance dont nous aurons besoin. Parce que depuis dix ans, depuis le Concept stratégique de 1999, les menaces ont changé et nos modes d'action également. Il nous faudra en tirer ensemble les conséquences pour l'organisation et les missions de l'Alliance, mais aussi pour la coopération entre l'Union européenne et l'OTAN, notamment en Afrique.

Car nous avons besoin d'une organisation toujours plus efficace, toujours plus réactive, capable d'agir dans le monde pour notre sécurité, une Alliance où le consensus donne sa force à nos décisions politiques. Mais notre réflexion devra aller plus loin encore, et je pose un certain nombre de questions qui devront être mises sur la table dans les prochains mois et dans les prochaines années : Faut-il une organisation globale ou s'agit-il d'un pacte de sécurité collective ? Faut-il faire de l'OTAN une agence au service de l'ONU exerçant uniquement des missions de maintien de la paix ou bien voulons-nous plus ? Jusqu'où pouvons-nous aller en termes d'élargissement sans affaiblir l'Alliance atlantique ? Voilà les questions que nous devons poser pour une OTAN rénovée, et vous voyez bien que si nous voulons participer au débat sur ces questions, il faut que nous soyons dans le débat, et non pas à côté de lui.

La transformation a été engagée, mais elle doit s'amplifier, et c'est aussi l'un des enjeux du sommet de Strasbourg-Kehl. Ce sera la tâche du futur Secrétaire général que nous désignerons. Ce sera aussi la tâche des nations, qui devront rechercher une meilleure efficacité de la structure. C'est pourquoi il nous faudra réorganiser les structures, réduire une bureaucratie qui pèse sur l'efficacité opérationnelle, et dans ce domaine la France entend bien jouer un rôle moteur.

Mesdames et Messieurs, alors que vingt-et-un des vingt-sept Etats membres de l'Union

européenne font partie de l'Alliance, opposer l'Europe et l'OTAN n'a aucun sens. Elles constituent les deux volets complémentaires d'une même mission : assurer notre sécurité collective pour les décennies à venir. Nous avons besoin des deux : une Europe de la défense forte, qui a les outils pour projeter son modèle et des capacités opérationnelles autonomes, et une OTAN rénovée où l'Europe tient toute sa place au sein de la structure. C'est l'intérêt de la France, et c'est l'intérêt de l'Europe. Ne laissons pas passer cette opportunité. Je vous remercie ■

WWW.FRSTRATEGIE.ORG